

E 2300 Paris 43

*Le Ministre de Suisse à Paris, Ch. Lardy,
au Chef du Département des Affaires étrangères, N. Droz*

RP

Paris, 3 mars 1890

L'opinion publique française suit avec un intérêt passionné la question de la Conférence ouvrière de Berlin, non à cause de cette conférence même qui intéresse fort peu les classes laborieuses et *le clan socialiste français*, s'il faut s'en rapporter aux déclarations des chefs de ce parti à Paris, mais à cause de la lutte engagée entre l'Empereur et le Chancelier.

Voici, d'une source que j'ai toujours trouvée *parfaitement renseignée*, mais que j'ai le devoir de ne pas indiquer, quelle serait la situation à cet égard:

«Le Chancelier désapprouve absolument l'attitude de l'Empereur dans l'affaire des rescrits¹ et de la Conférence ouvrière. Il est inexact qu'il y ait eu réconciliation entre eux. Le Chancelier ne reste en fonctions que pour contrecarrer l'Empereur et faire échouer ses projets. Il se prépare une coalition formidable d'anciens conservateurs, de militaires, de mécontents, de vaincus de toutes sortes, y compris les plus haut placés, dans le but de précipiter la chute du Chancelier. Quant au Comte Herbert, il ne restera pas en fonctions une demi-heure après la chute de son père.»

1. *Le texte des rescrits est reproduit en annexe au n° 5.*

36

22 MARS 1890

Tel est le résumé authentique de la situation, d'après mon interlocuteur, dont la source est si haute que j'avais le devoir de Vous en faire part, malgré ce que ces déclarations ont d'absolu et partant de suspect.

[...]²

2. Suivent des considérations sur la question de la Bulgarie et de la Crète, les relations russo-serbes et le remplacement du Ministre de l'Intérieur français, Constans, par Bourgeois.